

VILLE DE BILLY-MONTIGNY

L'an deux mille vingt-quatre, le 13 AVRIL à 09 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 05 AVRIL 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Arrondissement de Lens

Etaient présents :

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, M. MONNIER, P. PECQUEUR, M. J. ROLLAND, Adjoints au maire
Mmes N. MEGUEULLE, F. BRIKI, L. AVIT, M. BREBION, Adjointes au Maire
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, A. FOULON, T. MOREAU, L. LOOR,
M. WATERLOT, Conseillères Municipales
MM. R. DEWASMES, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, Y. GAUER ; M.
BAUDERLIQUE, et E. LALOUETTE, Conseillers Municipaux

Excusés :

Mmes L. VERIN (pvr à Mme N. MEGUEULLE), M.C DELAMBRE (pvr à M. B. TRONI), R.
KRYZANIAK (pv. à M. PECQUEUR), Conseillers municipaux.

Absents : MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, Conseillers Municipaux

Secrétaire de Séance : Mme A. MOPTY

--==--==--==--

N° 24-35 Désaffectation et déclassement du bâtiment situé 33 rue Rouvroy

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée que le bâtiment situé au 33 rue de Rouvroy faisait fonction de centre Communal d'Actions Sociales depuis plusieurs années et jusqu'alors.

Or, suite à l'acquisition du bâtiment situé avenue de la Fosse 10 (délibération n° 23-51 datant du 22 novembre 2023), il a été décidé que le CCAS serait transféré sur ce site, après réalisation de travaux de réhabilitation.

L'article L 3111-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques (CG3P) consacre le caractère inaliénable et imprescriptible des biens du domaine public.

Par conséquent, la collectivité territoriale doit, pour céder un bien du domaine public, le déclasser préalablement afin de l'incorporer dans son domaine privé.

L'article 3112-4 du CG3P prévoit également qu'un bien relevant du domaine public peut faire l'objet d'une promesse de vente, dès lors que la désaffectation du bien concerné est décidée par l'autorité administrative compétente et que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation permettant le déclassement ne prenne effet que dans un délai fixé par la promesse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, A L'UNANIMITE, décide :

- De désaffecter le bâtiment situé au 33 rue de Rouvroy
- De le déclasser et le passer ainsi dans le domaine privé
- De l'autoriser à signer tous les documents afférents à ce bâtiment

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du :

A BILLY-MONTIGNY, le

Le Maire,

B. TRONI